



Liberté • Égalité • Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MAYOTTE

Recueil
des Actes Administratifs
de la Préfecture de Mayotte (RAA)

Édition SPECIALE N° 45

Mois de : DECEMBRE 2014

DATE DE PARUTION : 10 DECEMBRE 2014

IMPORTANT

Le contenu intégral, des textes et/ou documents et plans annexés, peut être consulté auprès du service sous le timbre duquel la publication est réalisée

Conception & Diffusion : Bureau de la Coordination Interministérielle (raa@mayotte.pref.gouv.fr)

| SECRETARIAT GENERAL | | |
|---|----------|---|
| ARRETE N° 2014-16432/SG portant délégation de signature à Monsieur Daniel Courtin, directeur de l'Environnement, de L'aménagement et du Logement pour recueillir L'avis conforme du Préfet dans le cadre de L'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme sur le territoire de la commune de Koungou | 09/12/14 | 2 |
| ARRETE N° 2014-16569 SG portant délégation de signature à François GOUGOU, chef du service administratif et technique de la police nationale de Mayotte (SATPN) | 09/12/14 | 2 |
| DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES | | |
| ARRETE N° 2014-16618 portant attribution d'une subvention exceptionnelle à la commune de Dzaoudzi-labattoir au titre de l'année 2014 | 03/12/14 | 2 |
| ARRETE N° 2014- 16619 portant attribution d'une subvention exceptionnelle à la commune de Bouéni au titre de l'année 2014 | 03/12/14 | 2 |
| ARRETE N° 2014-16620 portant attribution d'une subvention exceptionnelle à la commune Chiconi au titre de l'année 2014 | 03/12/14 | 2 |
| ARRETE N° 2014-16621 portant attribution d'une subvention exceptionnelle à la commune de Sada au titre de l'année 2014 | 03/12/14 | 2 |
| ARRETE N° 2014-16828 bis fixant le périmètre de la Communauté de Communes de Petite-Terre | 05/12/14 | 2 |
| ARRETE N° 2014-16983 portant modification de l'arrêté préfectoral numéro 2014-15 412 du 12 novembre 2014 | 08/12/14 | 2 |
| ARRETE N° 2014-16984 portant modification de l'arrêté préfectoral numéro 2014-15 407 du 12 novembre 2014 | 08/12/14 | 2 |
| CONSEIL GENERAL | | |
| RI N° 6329 – 6992 – 7116 – 7170 – 7071 – 7195 – 7238 – 7254 – 7462 – 7481 – 7483 – 7499 – 7520 – 7535 – 7557 – 7562 – 7632 – 7653 – 7755 – 7769 – 7778 – 7802 – 7832 – 7856 – 7925 – 7928 – 7965 – 7981 – 7992 – 8002 – 8034 – 8055 – 8074 – 8096 – 8122 – 8132 – 8187 – 8225 – 8287 – 8299 – 8328 – 8475 – 8489 – 8566 – 8645 – 8797 – 8837 – 8909 – 8936 – 8954 – 8988 – 9111 – 9173 – 9276 – 9356 – 9610 – 10 113 – 10 188 – 10 274 – 10 298 – 10 300 – 10 685 – 10 868 – 11 156 – 11 357 – 12 126 – 12 589 – 13 564 – 13 688 – 13 772 – 13 950 – 13 966 – 14 013 – 14 577 – 14 729 – 15 026 – 15 527 – 15 670 – 15 953 (avis de réquisitions d'immatriculation) | | |

PRÉFET DE MAYOTTE

Secrétariat général

ARRÊTÉ N° 2014-16432 /SG/2014 du 09 DEC. 2014

Portant délégation de signature à Monsieur Daniel Courtin, directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement pour recueillir l'avis conforme du Préfet dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme sur le territoire de la commune de Kougou.

LE PRÉFET DE MAYOTTE

CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.321-1 à L.321-6;
- Vu** L'article L. 422-5 du code de l'urbanisme ;
- Vu** la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 modifiée, relative à Mayotte ;
- Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- Vu** la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer ;
- Vu** la loi n°2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
- Vu** l'ordonnance n° 2012-787 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'urbanisme ;
- Vu** la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 article 123-V, pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;
- Vu** le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général de la comptabilité publique ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;
- Vu** le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 créant la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Mayotte (DEAL) ;
- Vu** le décret du 16 mai 2014 portant nomination de M. Bruno ANDRE, sous- préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
- Vu** le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République Française portant nomination de M. Seymour MORSY en qualité de préfet de Mayotte ;
- Vu** l'arrêté Ministériel du 23 avril 2014 nommant monsieur Daniel COURTIN, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Mayotte (DEAL) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2012-757 du 24 septembre 2014 portant organisation de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Mayotte ;

Vu l'arrêt en date du 05 mai 2014 de la cour d'appel de Bordeaux annulant le plan local d'urbanisme de la commune de Koungou ;

Considérant que cette décision a pour conséquence l'application du règlement national d'urbanisme ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Délégation est donnée à M. Daniel COURTIN, directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Mayotte, à l'effet de recueillir et de signer les avis conformes dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation d'occupation du sol de la commune de Koungou.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel Courtin, directeur de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Mayotte, délégation de signature est donnée à Monsieur Eric Batailler, directeur adjoint à l'effet de signer au titre de cette disposition.

Article 3 : Le secrétaire général, le directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Mayotte sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Article 4 : Le présent arrêté prend effet le jour suivant sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.




Le Préfet,
Seymour MORSY



PRÉFET DE MAYOTTE

Secrétariat général

ARRÊTÉ N° 16 569 /SG/2014 du 09 DEC. 2014

portant délégation de signature à François GOUGOU, chef du service administratif et technique de la police nationale de Mayotte (SATPN)

**LE PRÉFET DE MAYOTTE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer ;
- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 modifiée, relative à Mayotte ;
- VU la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer ;
- VU la loi n°2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU le décret du 3 décembre 2012 portant nomination de M. Jean-Pierre FRÉDERIC, sous-préfet, en qualité de directeur de cabinet du préfet de Mayotte ;
- VU le décret du 16 mai 2014 portant nomination de M. Bruno ANDRE , sous- préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
- VU le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République Française portant nomination de M. Seymour MORSY en qualité de préfet de Mayotte ;
- VU l'arrêté interministériel du 30 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et leurs délégués ;
- VU l'arrêté ministériel n°14/1683-A du 10 octobre 2014 portant mutation de M. François GOUGOU, attaché principal d'administration de l'État, au service administratif et technique de la police nationale (SATPN) de Mayotte, à compter du 1^{er} décembre 2014 ;
- VU l'arrêté ministériel n°11/787/B du 16 août 2011 portant affectation de M. Ambdilhamidi NOURDINE, au service administratif et technique de la police nationale (SATPN) de Mayotte, à compter du 1^{er} août 2011 ;

- VU l'arrêté préfectoral n° 2014-10324 du 1^{er} septembre 2014 portant délégation de signature à M. Bruno ANDRÉ, sous-préfet, secrétaire général de la Préfecture de Mayotte ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2014-10839 du 08 septembre 2014 portant délégation de signature à M. Jean-Pierre FREDERIC, sous-préfet, en qualité de directeur de cabinet du préfet de Mayotte ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2014-12530 du 13 octobre 2014 portant délégation de signature (service administratif et technique de la police nationale) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;

ARRÊTE

Article 1er. - Délégation de signature est donnée à M. François GOUGOU, chef du service administratif et technique de la police nationale de Mayotte, à l'effet de signer dans la limite des attributions dévolues à son service :

Toute correspondance de simple administration courante à destination de la direction de l'administration de la police nationale et des services de police du département, à l'exclusion de celles adressées aux élus (maires, conseillers généraux et parlementaires) ainsi que toutes les lettres adressées aux autres départements ministériels.

Tous documents relevant des attributions de son service ou prévus par les textes dans les domaines énumérés ci-après :

- fonctionnement et organisation du SATPN dans le respect des règles édictées en préfecture (gestion des régimes horaires, d'absence, de travail, de repos ou de récupération des fonctionnaires),
- notations,
- félicitations,
- sanctions disciplinaires du premier groupe (avertissement, blâme).

Article 2. - Délégation de signature est également donnée à M. François GOUGOU, chef du service administratif et technique de la police à l'effet de signer tous les actes relatifs à la gestion des BOP 303; 176 et 216 et :

- aux dépenses de fonctionnement et d'investissement relatives à son service dans la limite de 5000 euros ;
- au recouvrement des remboursements d'assurances dans le cadre des accidents matériels et corporels aux véhicules, aux bâtiments et aux personnes dans la limite de 15000 euros.

Article 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. François GOUGOU, délégation de signature est donnée à M. Ambdilhamidi NOURDINE, adjoint au chef du service administratif et technique de la police nationale.

Article 4. - L'arrêté préfectoral n° 2014-12530 du 13 octobre 2014 portant délégation de signature (Service administratif et technique de la police nationale), est abrogé.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MAYOTTE

SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES
RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITES
LOCALES

Arrêté n°2014 – 16618

Portant attribution d'une subvention exceptionnelle à la commune de Dzaoudzi-Labattoir au titre de l'année 2014.

**LE PREFET DE MAYOTTE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2335-2 ;
 - VU la loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relative à l'outre-mer ;
 - VU la loi organique n° 2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
 - VU la loi n°2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte ;
 - VU la loi n° 2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
 - VU le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République nommant Monsieur Seymour MORSY, préfet de Mayotte ;
 - VU l'arrêté interministériel du 27 novembre 2014 accordant une subvention exceptionnelle à la commune de Dzaoudzi-Labattoir ;
- SUR proposition du sous-préfet, secrétaire général ;

ARRETE

Article 1^{er} : une subvention exceptionnelle de 120 000 € est attribuée à la commune de **Dzaoudzi-Labattoir** au titre de l'année 2014.

Article 2 : cette somme sera imputée sur le programme de l'État dont les références sont les suivantes :

| | |
|-----------------------|----------------|
| UO : | DRCL / BDE |
| DOMAINE FONCTIONNEL : | 0122-01-03 |
| CENTRE FINANCIER : | 0122-C001-D976 |
| CENTRE DE COUT : | PRFSG04976 |
| ACTIVITE : | 0122010101A2 |

Article 3 Le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Mamoudzou, le 03 DEC. 2014



A handwritten signature in black ink, appearing to be "Seymour MORSY". The signature is stylized with a large loop at the top and a long vertical stroke at the bottom.

Seymour MORSY

Copies :
Trésorerie municipale.....1
Dzaoudzi.....1
Chorus.....1
DRCL.....1
RAA.....1

SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES
RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITES
LOCALES

Arrêté n°2014 – 16619

Portant attribution d'une subvention exceptionnelle à la commune de Bouéni au titre de l'année 2014.

**LE PREFET DE MAYOTTE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2335-2 ;
VU la loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relative à l'outre-mer ;
VU la loi organique n° 2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
VU la loi n°2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte ;
VU la loi n° 2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
VU le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République nommant Monsieur Seymour MORSY, préfet de Mayotte ;
VU l'arrêté interministériel du 27 novembre 2014 accordant une subvention exceptionnelle à la commune de Bouéni ;
SUR proposition du sous-préfet, secrétaire général ;

ARRETE

Article 1^{er} : une subvention exceptionnelle de **150 000 €** est attribuée à la commune de **Bouéni** au titre de l'année 2014.

Article 2 : cette somme sera imputée sur le programme de l'État dont les références sont les suivantes :

| | |
|-----------------------|----------------|
| UO : | DRCL / BDE |
| DOMAINE FONCTIONNEL : | 0122-01-03 |
| CENTRE FINANCIER : | 0122-C001-D976 |
| CENTRE DE COUT : | PRFSG04976 |
| ACTIVITE : | 0122010101A2 |

Article 3 Le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Mamoudzou, le

03 DEC. 2014



Seymour MORSY

Copies :

Trésorerie municipale.....1
Bouéni1
Chorus.....1
DRCL.....1
RAA.....1



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MAYOTTE

SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITES
LOCALES

Arrêté n°2014 – 16620

Portant attribution d'une subvention exceptionnelle à la commune de Chiconi au titre de l'année 2014.

LE PREFET DE MAYOTTE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2335-2 ;
 - VU la loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relative à l'outre-mer ;
 - VU la loi organique n° 2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
 - VU la loi n°2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte ;
 - VU la loi n° 2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
 - VU le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République nommant Monsieur Seymour MORSY, préfet de Mayotte ;
 - VU l'arrêté interministériel du 27 novembre 2014 accordant une subvention exceptionnelle à la commune de Chiconi ;
- SUR proposition du sous-préfet, secrétaire général ;

ARRETE

Article 1^{er} : une subvention exceptionnelle de 150 000 € est attribuée à la commune de Chiconi au titre de l'année 2014.


Article 2 : cette somme sera imputée sur le programme de l'État dont les références sont les suivantes :

| | |
|-----------------------|----------------|
| UO : | DRCL / BDE |
| DOMAINE FONCTIONNEL : | 0122-01-03 |
| CENTRE FINANCIER : | 0122-C001-D976 |
| CENTRE DE COUT : | PRFSG04976 |
| ACTIVITE : | 0122010101A2 |

Article 3 Le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Mamoudzou, le 03 DEC. 2014




Seymour MORSY

Copies :
Trésorerie municipale.....1
Chiconi1
Shorus.....1
DRCL.....1
RAA.....1



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MAYOTTE

SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES
RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITES
LOCALES

Arrêté n°2014 – 16621

Portant attribution d'une subvention exceptionnelle à la commune de Sada au titre de l'année 2014.

LE PREFET DE MAYOTTE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2335-2 ;
VU la loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relative à l'outre-mer ;
VU la loi organique n° 2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
VU la loi n°2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte ;
VU la loi n° 2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
VU le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République nommant Monsieur Seymour MORSY, préfet de Mayotte ;
VU l'arrêté interministériel du 27 novembre 2014 accordant une subvention exceptionnelle à la commune de Sada ;
SUR proposition du sous-préfet, secrétaire général ;

ARRETE

Article 1^{er} : une subvention exceptionnelle de **150 000 €** est attribuée à la commune de **Sada** au titre de l'année 2014.

Article 2 : cette somme sera imputée sur le programme de l'État dont les références sont les suivantes :

| | |
|-----------------------|----------------|
| UO : | DRCL / BDE |
| DOMAINE FONCTIONNEL : | 0122-01-03 |
| CENTRE FINANCIER : | 0122-C001-D976 |
| CENTRE DE COUT : | PRFSG04976 |
| ACTIVITE : | 0122010101A2 |

Article 3 Le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Mamoudzou, le

03 DEC. 2014



Seymour MORSY

Copies :
Trésorerie municipale..... 1
Sada 1
Thorus..... 1
DRCL..... 1
SAA..... 1



PREFET DE MAYOTTE

SECRETARIAT GENERAL
Direction des relations avec les
collectivités locales

Arrêté n° 2014 – 16828 bis
fixant le périmètre de la Communauté de Communes de Petite-Terre

LE PREFET DE MAYOTTE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5210-1-1 et L.5214-1;

Vu la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales et notamment ses articles 60, 61 et 84 ;

Vu le décret n°2010-146 du 16 février 2010, modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

Vu le décret du 31 juillet 2014 portant nomination du préfet de Mayotte, M. MORSY (Seymour) ;

Vu la délibération du conseil municipal de Dzaoudzi-Labattoir du 25 septembre 2014 décidant de créer la communauté de communes de Petite-Terre ;

Vu la délibération du conseil municipal de Pamandzi du 26 septembre 2014 décidant de créer la communauté de communes de Petite-Terre ;

Considérant que les communes de Dzaoudzi-Labattoir et Pamandzi n'appartiennent à aucun établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

Sur proposition du Sous-préfet, Secrétaire Général;

ARRETE

Article 1er : Le périmètre du nouvel établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre sera constitué des communes de Dzaoudzi-Labattoir et de Pamandzi.

Article 2: Le futur établissement public de coopération intercommunale relève de la catégorie des communautés de communes.

Article 3: Le siège du futur établissement public de coopération intercommunale sera fixé ultérieurement.

Article 4: Un recours peut être formé contre cet arrêté auprès du Tribunal Administratif de Mayotte dans un délai de trois mois à compter de sa publication.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Mayotte et Monsieur le Directeur régional des finances publiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Mamoudzou, le 5 Décembre 2014



LE PREFET
Seymour MORSY



Secrétariat Général
Direction des Relations
avec les Collectivités Locales
Bureau du contrôle budgétaire

ARRETE N° 2014 – 16983
Portant modification de l'arrêté préfectoral
numéro 2014-15 412 du 12 novembre 2014

LE PREFET DE MAYOTTE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment son article L.1612-16 ;
- VU le décret du 16 mai 2014 portant nomination du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte, M. ANDRE (Bruno) ;
- VU le décret du 31 juillet 2014 du Président de la république portant nomination du préfet de Mayotte, M. MORSY (Seymour) ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2014-10 324 du 1^{er} septembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bruno ANDRE , sous-préfet, secrétaire générale de la Préfecture de Mayotte ;
- VU la demande du 14 août 2014 de la société COLAS en vue d'obtenir le mandatement d'office d'une somme de 4 566,98 € due au titre des intérêts moratoires sur le marché n°07 EQ-T46-00-1 lot 03 relatif à l'aménagement de la piste RN4 à Pamandzi ;
- VU la mise en demeure en date du 19 septembre 2014 adressée par le Préfet au Président du Conseil Général ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2014-15 412 du 12 novembre 2014 portant mandatement d'office d'une dépense obligatoire du conseil général ;

Considérant que les sommes réclamées par la société COLAS au titre d'intérêts moratoires relatifs à des factures mises en paiement par le conseil général en 2007 et 2008 ont été frappées par la prescription quadriennale ;

Considérant que la mise en demeure n'a pas été suivie d'effet ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er}. - L'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2014-15 407 du 12 novembre 2014 est modifié comme suit :
Il est mandaté sur le budget 2014 du Conseil Général au profit de l'entreprise COLAS la somme de 1 234,87 € (mille deux cent trente-quatre euros et quatre-vingt-sept centimes).

Article 2. – La dépense correspondante sera imputée à l'article 6711 du budget primitif 2014 du Conseil Général.

Article 3. – Un recours pourra être formé contre cet arrêté, dans les trois mois suivant sa notification, auprès de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Mayotte.

Article 4. – Le secrétaire général, le Président du Conseil Général et le Payeur départemental sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Fait à Mamoudzou, le 08 DEC. 2014



Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet, Secrétaire Général

Bruno ANDRE

Copies :

| | |
|----------------------------------|---|
| Conseil Général | 2 |
| Payeur Départemental | 2 |
| COLAS | 1 |
| DRCL | 1 |
| Recueil des actes administratifs | 1 |



PREFET DE MAYOTTE

Secrétariat Général

**Direction des Relations
avec les Collectivités Locales**

Bureau du contrôle budgétaire

ARRETE N° 2014 – 16984

Portant modification de l'arrêté préfectoral
numéro 2014-15 407 du 12 novembre 2014

**LE PREFET DE MAYOTTE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU le Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment son article L.1612-16 ;
- VU le décret du 16 mai 2014 du Président de la république portant nomination du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte, ANDRE (Bruno) ;
- VU le décret du 31 juillet 2014 du Président de la république portant nomination du préfet de Mayotte, M. MORSY (Seymour) ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2014-10 324 du 1^{er} septembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bruno ANDRE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
- VU la demande du 14 août 2014 de la société COLAS en vue d'obtenir le mandatement d'office d'une somme de 24 985,56 € due au titre des intérêts moratoires sur le marché n°07 EQ-T46-00-1 lot 02 relatif à l'aménagement de la piste RN4 à Pamandzi ;
- VU la mise en demeure en date du 19 septembre 2014 adressée par le Préfet au Président du Conseil Général ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2014-15 407 du 12 novembre 2014 portant mandatement d'office d'une dépense obligatoire du conseil général ;

Considérant que les sommes réclamées par la société COLAS au titre d'intérêts moratoires relatifs à des factures mises en paiement par le conseil général en 2008 ont été frappées par la prescription quadriennale ;

Considérant que la mise en demeure n'a pas été suivie d'effet ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er} - L'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2014-15 407 du 12 novembre 2014 est modifié comme suit :

Il est mandaté sur le budget 2014 du Conseil Général au profit de l'entreprise COLAS la somme de 18 074,32 € (dix-huit mille soixante-quatorze euros et trente-deux centimes).

Article 2 - La dépense correspondante sera imputée à l'article 6711 du budget primitif 2014 du Conseil Général.


Article 3 – Un recours pourra être formé contre cet arrêté, dans les trois mois suivant sa notification, auprès de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Mayotte.

Article 4 – Le secrétaire général, le Président du Conseil Général et le Payeur départemental sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Fait à Mamoudzou, le **08 DEC. 2014**



Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet, Secrétaire général


Bruno ANDRE

Copies :

| | |
|----------------------------------|---|
| Conseil Général | 2 |
| Payeur Départemental | 2 |
| COLAS | 1 |
| DRCL | 1 |
| Recueil des actes administratifs | 1 |

| Réquisitions d'immatriculation déposées à la Direction des Affaires Foncières Le résumé des Avis de réquisitions d'immatriculation à publier au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture | | | | | | |
|---|-------------------------------|------------------------------|--------------------|------------|------------------|------------------|
| N° de la réquisition | Non du requérant | Commune | Section cadastrale | N° du plan | Superficie en m2 | Nom du Titre |
| 6329 | Assiati COMBO | BOUENI et KANI-KELI | AY AD | 116 502 | 52565 | AMBANIM |
| 6992 | Maoulida ASSANI | ACOUA | AK | 105 | 507 | MAOULIDA 2658 |
| 7116 | CHEBANI Hadia | DZAOUDZI | AE | 136 | 237 | HADIA 136 |
| 7170 | Ahamadi NASSOR | DZAOUDZI | AD | 279 | 170 | AHAMADA 279 |
| 7071 | Salimo MOHAMADY | DZAOUDZI | AD | 96 | 422 | MOHAMADY 96 |
| 7195 | Zakaria HASSANI | DZAOUDZI | AE | 245 | 256 | ZAKARIA 245 |
| 7238 | Haïrati ABDOULLAH | DZAOUDZI | AE | 546 | 189 | HAIRATI 546 |
| 7254 | Hadidja BACAR | DZAOUDZI | AE | 683 | 294 | HADIDJA 683 |
| 7462 | Ai RASTAMI | BOUENI | AR | 335 | 188 | RASTAMI 1480 |
| 7481 | Abachia SAÏD | BOUENI | AR | 358 | 234 | ABACHIA 1704 |
| 7483 | Toioussi SAID | BOUENI | AR | 354 | 255 | TOIOUSSI 1706 |
| 7499 | Saïndou ALI MKADARA | BOUENI | AS | 39 | 197 | SAINDOU 1817 |
| 7520 | Zouki-Marie AHMEDOMAR | BOUENI | AR | 398 | 337 | AMINA 1534 |
| 7535 | Anfouati MADI | BOUENI | AR | 180 | 1410 | ANFOUATI 1583 |
| 7557 | Yasra ABIDINA | BOUENI | AR | 210 | 815 | YASRA 1663 |
| 7562 | Mohamed ISSOUF | BOUENI | AR | 407 | 324 | MOHAMED 1668 |
| 7632 | Zalihat YOUSOUFA | BOUENI | AR | 104 | 125 | ZALIAT 1870 |
| 7653 | Antufati YOUSOUFA | BOUENI | AR | 598 | 208 | ANTUFATI 1904 |
| 7755 | Roukia ATTOUMANI ATTIBOU | BOUENI | AI | 233 | 65 | ROUKIA 828 |
| 7769 | Anrifia MAOULIDA | BOUENI | AI | 135 | 225 | ANRIFIA 909 |
| 7778 | Anziza ALIOUSSENI | BOUENI | AI | 261 | 135 | ANZIZA 1040 |
| 7802 | Anrifia MAOULIDA | BOUENI | AI | 299 | 171 | ANRIFIA 1110 |
| 7832 | Moizéna MANSOIB | BOUENI | AI | 485 | 369 | MOIZENA 1235 |
| 7856 | Fatima HAMADA | BOUENI | AK | 99 | 95 | FATIMA 1363 |
| 7925 | Soilhi SAHIYOU | BOUENI | AV | 121 | 490 | SAHIYOU 2225 |
| 7928 | Toulaybi ASSANI DIMASSI | BOUENI | AV | 136 | 2948 | TOULAYBI 2234 |
| 7965 | Amyati MANGA | BANDRABOUA | AI | 243 | 291 | AMYATI 757 |
| 7981 | Oussoulidine HALIDI BAHASSANI | BANDRABOUA | AL | 77 | 972 | OUSSOULIDINE 656 |
| 7992 | Chakiri ABDALLAH | BANDRABOUA | AI | 225 | 602 | CHAKIRI 776 |
| 8002 | Issouffi BOURA | BANDRABOUA | AI | 99 | 114 | IBRAHIME 827 |
| 8034 | Issouffi BOURA | BANDRABOUA | AL | 90 | 10335 | YSSOUFFI 830 |
| 8055 | Anlia BACO | BANDRABOUA | AL | 85 | 407 | ANLIA 979 |
| 8074 | Zaina TAOIKALI | BANDRABOUA | AY | 46 | 10146 | HASSANI 2037 |
| 8096 | Madi RAHANIA | BANDRABOUA | AY | 33 | 27336 | MADI 2148 |
| 8122 | Soulaïmana ISMAÏLA | ACOUA BANDRABOUA MTSANGAMOUI | AL AZ AK | 134 81 32 | 25181 | SOULAIMANA 2320 |

| | | | | | | | |
|-------|--|-------------|----------|-----------------------|--------|---------------------------|---------------------------|
| 8132 | Moilimou ATTOUMANI et Consorts | BANDRABOUA | BP | 42 | 130361 | FAMILLE ATTOUMANI 2393 | |
| 8187 | Dhoiyfati AHAMADA | BANDRABOUA | AD | 23 | 207 | DHOIFYFATI 64 | |
| 8225 | Assiati AHAMADI | BANDRABOUA | AD | 188 | 304 | AHAMADI 134 | |
| 8287 | Halima ISSOUFI | BANDRABOUA | AD | 127 | 219 | HALIMA 279 | |
| 8299 | Housni Tolouya IBRAHIME | BANDRABOUA | AD | 163 | 167 | AHAMADA 321 | |
| 8328 | Salima MADI-ADA | MTSANGAMOUI | AP | 210 | 668 | MADI 3010 | |
| 8475 | Salima Assani ABDALLAH DJOUMOI | MTSANGAMOUI | AP | 170 | 194 | ASSANI 3307 | |
| 8489 | Bacar MIDILADJI | MTSANGAMOUI | AS | AI 81 | 135 | 10730 | MIDILADJI 4464 |
| 8566 | TOUMBOU Zoubaynda | MTSANGAMOUI | AR | 37,44 | 1331 | ZOUBAYNDA 18 | |
| 8645 | Said MOUHALLAH | MTSANGAMOUI | AN | 399 | 820 | MANDALLAH 177 | |
| 8797 | Assoumani CHAMBOUHE | MTSANGAMOUI | AN | 858 | 1235 | ASSOUMANI 525 | |
| 8837 | Mohmadi Roho Bolé NAHOUDA | MTSANGAMOUI | AN | 472 | 1851 | MOHAMADI 635 | |
| 8909 | Fatima ABOUDOU | MTSANGAMOUI | AN | 385 | 171 | ABODOU 752 | |
| 8936 | Ridhoini ALI HAROUNA | MTSANGAMOUI | AN | 75 | 182 | KALA 801 | |
| 8954 | Mahamoudou AHAMADA BAKELY | MTSANGAMOUI | AO | 201 | 170 | MAHAMOUDOU 832 | |
| 8988 | Yssouf SABILI | MTSANGAMOUI | AN | 176 | 347 | YOUSOUF 888 | |
| 9111 | Issim MDOGO | MTSANGAMOUI | AR | 45 | 613 | ISSIM 2013 | |
| 9173 | Abdullah SAINDOU | MTSANGAMOUI | AN | 215 | 1341 | ABDULLAH 2150 | |
| 9276 | Toumbou BACARI | MTSANGAMOUI | AP | 506 | 2014 | TOUMBOU 4294 | |
| 9356 | Hassana MOUSSA | MTSANGAMOUI | AI | 94 | 5017 | HASSANA 4442 | |
| 9610 | Hamada MADI | BANDRELE | AN | 49 | 504 | HAMADA 1647 | |
| 10113 | Assani IBRAHIME | BANDRABOUA | AC | 157 | 1680 | ASSANI 393 | |
| 10188 | Antoy MADI | BANDRABOUA | AD | 366 | 327 | ANTOY 549 | |
| 10274 | Said SOUFIANI | BANDRABOUA | AP | AO 34 AT 190 78 | 25583 | SOUFIANI 1614 | |
| 10298 | Madi HAMADA | BANDRABOUA | AK AR | 28 | 16 | 45564 | INDIVISION HAMADA 1680 |
| 10300 | MDAHOMA Habibou | BANDRABOUA | AR | 25 | 9394 | HABIBOU 1690 | |
| 10685 | ABDOUL ANZIZI Kadafi | MTZAMBORO | AH | 387 | 160 | ABDOUL-ANZIZI 483 | |
| 10868 | Mariama BAOUSSE | MTZAMBORO | AH | 106 | 420 | ALI 880 | |
| 11156 | Kalathoumi MDAHOMA | TSINGONI | BI | 544 | 142 | MDAHOMA 33 | |
| 11357 | Attoumani Madi ALI-BANGOU | MTSANGAMOUI | AI | 179 | 25570 | ATTOUMANI 4463 | |
| 12126 | Moalim, Fahar- Eddine CHECK- AHMED | CHIRONGUI | AT | 68 | 653 | CHEIK-AHMED 23 | |
| 12589 | Ali VELOU | DZAOUDZI | AL | 724 | 204 | VELOU 900015 | |
| 13564 | Abdallah MADI DJOUMOI | SADA | AD | 239 | 98 | MADI 1120 | |

Feuille1

| | | | | | | |
|-------|---------------------------|-----------|----|------|------|---------------------|
| 13688 | Houdhoyfati BOINALI | SADA | AI | 586 | 1324 | BOINALI 2146 |
| 13772 | Nafion, Layle MOUSSA | MTZAMBORO | AL | 513 | 165 | NAFION 514 |
| 13950 | Saïdina BACAR ABDALLAH | DZAOUZDI | AL | 687 | 8013 | BACAR 1046 |
| 13966 | Bourahima MBAIE | CHIRONGUI | AR | 245 | 784 | BOURAHIMA 12 |
| 14013 | Echat Mhogoni BOINALI | SADA | AI | 255 | 215 | BOINALI 2505 |
| 14577 | Chadhoul RAFFION | ACOUA | AC | 366 | 2677 | CHADHOULI 2323 |
| 14729 | Oussen BAHEDJA | SADA | AP | 248 | 947 | OUSSENI 20184 |
| 15026 | Abdallah ALI BENJAMIN | PAMANDZI | AC | 1113 | 323 | ABDALLAH 322 |
| 15527 | Moinabaraka DAHILOU | MAMOUDZOU | BK | 1387 | 169 | MOINABARAKA 1098 |
| 15670 | Maoulida M'ZE MOGNE | MAMOUDZOU | BK | 1483 | 136 | SAID 1068 |
| 15953 | Ladhati SELEMANI | DZAOUZDI | AD | 540 | 89 | SELEMANI 3020 |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Ces réquisitions peuvent faire l'objet d'une opposition ou d'une demande d'inscription sur le livre foncier jusqu'à l'expiration du délai d'un mois à compter de la publication du présent avis. Le texte intégral de l'avis peut être consulté à la Direction des Affaires Foncières